

ÉDITO Par **Olivier le Bussy**

Londres gagné par le principe de réalité

Il aura fallu plus de deux ans au Royaume-Uni pour définir les relations qu'il entend entretenir avec l'Union européenne après le Brexit – ce qui ne lasse pas d'étonner quand on rappelle que ce sont les Britanniques eux-mêmes qui ont choisi de partir. Avant de pouvoir présenter sa vision sur le sujet, le gouvernement britannique conservateur – déchiré entre tenants d'un Brexit "doux" et partisans d'une rupture sèche – aura d'abord dû négocier avec lui-même, tandis que les négociateurs européens regardaient leur montre.

La Première ministre Theresa May a tranché en faveur de la première option, se mettant à dos une frange de son parti, incarnée par les désormais anciens ministre des Affaires étrangères et secrétaire d'Etat au Brexit, Boris Johnson et David Davis, qui ont quitté l'exécutif pour montrer leur désaccord. En raison du volatil contexte politique britannique, le risque d'un Brexit désordonné ne peut pas être écarté.

Ressort cependant du Livre blanc présenté ce jeudi par le gouvernement britannique la volonté de Londres de conserver après le 30 mars 2019 les relations les plus étroites possibles avec l'Union européenne dans les domaines économiques, sécuritaires, de recherches, etc. Le Royaume-Uni n'a pas tout à fait abdiqué l'espoir d'avoir le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire de conserver des avantages dont il jouit en tant qu'Etat membre de l'UE, sans en supporter les obligations (tout en sachant que c'est une voie sans issue, car condamnée par les Vingt-sept). Il semble néanmoins que le gouvernement britannique commence à admettre, sans le dire, que le Royaume-Uni à cent fois plus à perdre qu'à gagner du Brexit. Et que faute d'assise politique pour arrêter le processus, il convient de limiter les dégâts autant que possible. Le principe de réalité s'impose peu à peu à Theresa May. Mieux vaut tard que jamais.